



De quoi fêter le RÉSEFAN : 10 ans d'histoire résumés en 2 368 mots.

Témoignage de Daniel Hubert, directeur général de 2005 à 2015.

Célébrer les 15 ans du RÉSEFAN est une bonne idée. Je ne peux personnellement que témoigner que d'une dizaine d'années de ce réseau, soit la période de 2005 à 2015 dans laquelle j'ai été impliqué. Soit à titre de directeur du SAFRAN, le comité de l'AFN qui a précédé le RÉSEFAN, soit comme premier directeur général du RÉSEFAN, organisme autonome sans but lucratif, puis comme personne-ressource.

Première réminiscence: l'arrivée. La responsable du SAFRAN qui m'avait précédé avait effectué un passage de quelques mois à Iqaluit. C'est court direz-vous; mais j'ai pu bénéficier en partie de son apport à deux niveaux. D'abord elle avait accepté de me rencontrer à Gatineau avant mon départ pour échanger sur son expérience, pour répondre à mes questions sur la culture des organismes, de la communauté francophone, du milieu nordique. Dans un milieu comme le Nunavut, marqué par un roulement important de personnel, cette transmission d'informations et même d'impressions est on ne peut plus pertinente. Je n'ai jamais regretté cette rencontre.

Seconde contribution de cette responsable : elle avait établi un contact avec le directeur de la planification des services du ministère de la Santé pour lui faire part du projet d'étude des besoins et des attentes de la communauté francophone qu'elle devait mener. Laissée en plan, cette étude constituera un des premiers gros mandats de ma fonction. Une opération de rattrapage à faire suite au retard dans la prise en main de l'étude d  à l'absence de personnel. Mais, et c'est là l'essentiel, j'ai pu vraiment consulter ce fonctionnaire pour cette étude de besoins. C'était donc une minuscule percée dans ce ministère. Et élargir cette percée constituera un défi constant et majeur pour le SAFRAN-RÉSEFAN.

Cette étude de besoins sera approfondie: tables de sondages, consultations et entrevues avec des membres de la communauté, avec 13 professionnels, recension d'autres recherches, etc. Elle servira de rampe de lancement pour faire connaitre le SAFRAN à quelques professionnels de la santé et des services sociaux et de l' ducation. De cette sensibilisation d'intervenants, on passera à un petit groupe qui se rencontre pour discuter des activités à organiser grâce au financement de la Société santé en français. C'est aussi l'occasion de mettre au point un modèle d'organisation de services de santé en français dont nous ferons la promotion. Un modèle s'appuyant sur les services existants, dont au premier chef la Clinique de santé familiale, et en envisageant de nouveau dont une ligne Info-santé, de la télésanté et les services ponctuels à la communauté.

Je suis particulièrement fier de ces deux documents fondateurs, l'étude de besoins (titr e *Des services de santé en français dans un Nord en mutation. Un défi intercommunautaire - 2016*) et le modèle d'organisation de services, réalisés en partie avec la contribution d'un consultant et d'une consultante que nous avons bien appréciés.

Au fil des ans des sondages sporadiques que nous avons menés et des consultations plus vastes du ministère de la Culture et des Langues officielles du Nunavut ont confirmé les résultats de ces premiers travaux et le bien-fondé de notre proposition de modèle de services. Les membres du SAFRAN puis le CA du RÉSEFAN ne se couchaient pas tous les soirs en lisant ces documents (enfin je n'ai pas pu vérifier vraiment...), mais je m'en suis servi souvent pour préparer des demandes de financement et élaborer et organiser des projets en articulation avec ce modèle : cliniques estivales d'acupuncture et de massothérapie, cliniques de médecine podiatrice, le Service d'accueil de stagiaires et de professionnels en sont issus, les bourses de perfectionnement.

Au cours de cette période, on n'a pas mis en place tous les éléments de ce modèle qui avait comme condition que le ministère de la santé garantisse des seuils minimaux de services dans des domaines jugés prioritaires et qui avaient été bien identifiés. Le ministère ne s'est jamais engagé dans cette voie. Cela aurait pourtant été une application conséquente de l'exigence de la Loi des langues officielles du Nunavut à l'effet que le gouvernement doit déployer une offre active de services pour les communautés de langue officielle. Cette notion d'offre active de services était précisément un clou sur lequel on avait tapé au moment de la réforme de la loi.

Retenons cette vérité de La Palice : pour avancer, un organisme doit se donner une direction qui ne change pas à tout vent. Et cette direction avait été établie dans ces documents.

Au départ on effectuait ces travaux de recherche, ils étaient traduits parfois en trois langues, on les diffusait tout en organisant plusieurs activités et initiatives. De petites envergures au point de départ: campagne antitabac, cliniques de vaccination automnales avec la santé publique, conférences sur les dépendances, activités de soutien à la maternité. Et on le faisait parfois en concertation avec les réseaux des autres territoires pour maximiser les ressources.

Le mur du ministère de la Santé du Nunavut

Je vais consulter un fonctionnaire du ministère de la Santé à son bureau en début 2006 il vient me chercher à l'accueil, prend soin de m'indiquer de ne pas lui parler français devant le personnel en me déplaçant dans le corridor. Il me dit quelque chose comme "It's not appropriate".

On s'assit dans son bureau et on commence à discuter... en français. Cet Ontarien d'origine m'explique d'une part qu'il croit essentiel que tout projet en santé au Nunavut respecte les valeurs inuites articulées dans l'énoncé d'orientation du gouvernement appelé PINASUAQTAVUT. Un énoncé qui favorisait le développement de communautés en santé, de services et de programmes justes, compréhensibles et faciles d'accès. Et, d'autres parts, il fait état que son personnel a de la difficulté à accepter d'entendre parler français au travail, même pour une conversation privée entre deux personnes, puisqu'il ne le comprend pas et que ça crée des malaises. C'est toujours édifiant d'apprendre des éléments de culture autre que la sienne - en particulier sur le respect de la langue - juste après de s'être fait faire dire de ne pas parler dans ta langue ! On parlait de loin....

Ce n'est donc pas une surprise si au point de départ la diffusion de l'étude de besoins du SAFRAN et du modèle de services aux autorités du ministère et des affaires médicales, avec

offre de collaborations, ne trouve absolument aucun écho. Même pas un gentil accusé de réception.

Une année passe et on fait du "progrès". Une demande d'appui à l'obtention d'un financement fédéral pour un projet est envoyée à la ministre de la Santé. Cette fois on a une réaction: on reçoit un refus poli, mais explicité par une lettre signée du sous-ministre. On ne peut rencontrer la ministre ni le sous-ministre, mais on réussit grâce à nos espions à parler à l'attachée qui a écrit la lettre. On se dit que l'on va finir par comprendre comment certains gestionnaires, majoritairement anglophones, médiateurs du pouvoir inuit en quelque sorte, raisonnent ou pas sur la portée de la Loi des langues officielles du Nunavut dans le secteur de la santé. On espère trouver une réponse sous peu... Restez en ligne.

Mais nous sommes toujours présents et en quête de collaborations pour des projets. Quelques années plus tard le RÉSEFAN reçoit cette fois un appui formel et pratique de la direction des affaires médicales du ministère pour une activité de recrutement de ressources dans trois provinces. On a donc fait cette tournée des agences, hôpitaux, et centre de formation médicale. C'est ça de pris.

Ici, pour la petite histoire qui explique la *grande*, encore une affaire de corridor: quand l'appui formel du directeur des affaires médicales a tardé à se manifester pour cette activité j'ai été plus d'une fois faire à l'improviste le pied de gru dans l'antichambre de son bureau à l'hôpital. Le directeur m'a averti de ne plus faire cela: ça indispose le personnel clérical un monsieur qui attend sans rendez-vous pris, même tout sagement, pour le docteur en chef. Ont-elles fait une erreur d'agenda se demandent intérieurement les secrétaires, m'explique doctement le directeur. Autre leçon à caractère universelle cette fois : ça prend une tête de cochon, en langage sociologique de la résilience, pour obtenir des choses dans ce petit monde. N'écoutez pas toujours votre docteur!

Dans la foulée, le RÉSEFAN essaie d'établir un accord extraterritorial à moyen terme de collaboration pour des ressources médicales bilingues. L'accord tombe dans les craques des luttes de pouvoir au sein du ministère nunavois et de la direction médicale. C'est une opportunité qui est perdue. Je ne suis pas content. Les années passées au Nunavut et les contacts établis font que l'on peut sur le champ cette fois se plaindre au chef de cabinet de la première ministre. Ça rien changer aux choses, mais ça faisait du bien de se manifester si haut et de s'entendre dire "pas encore ce ministère".

On en tire une leçon de *realpolitik* comme disent les Allemands. Pour réussir un projet pour la communauté francophone au sein de ce ministère, et ne pas le faire tomber dans la sempiternelle excuse du changement de personnel, il faut minimalement avoir généré un intérêt marqué - quel qu'en soit les motifs - par les parties constituantes du bas et du haut de la structure. À certains égards, la leçon est sans doute vraie aussi pour tout projet et toute communauté.

C'est ce qu'on a appliqué quelques années plus tard pour la Conférence médicale sur les maladies infectieuses dans le Grand Nord (tenue à Iqaluit en mars 2015) que le RÉSEFAN a initié avec des médecins du Québec et des ressources du Nunavut. Parrainée par le RÉSEFAN notamment deux professionnels du Québec venaient ainsi "placoter" à l'automne 2014 un peu partout à Iqaluit avec d'autres professionnels et des responsables de services

d'une vague idée de Conférence. Une idée qui percole dans les officines, qui arrive (déformée ou pas c'est pas grave) aux oreilles des cadres et gestionnaires. Et pendant ce temps on monte les demandes d'appui et de financement vers les plus hautes autorités politiques et administratives du ministère et à un éventail d'organismes hors Nunavut. Bing et badaboum les affaires médicales du Nunavut et tout ce qui vient avec embarquent dans ce projet. Qui veut passer à côté d'une activité dont tout le monde parle depuis des mois?

Et là pour une fois la conjoncture nous est favorable: les planètes politique et administrative s'enlignent. C'est le francophile Paul Okalik qui est ministre de la Santé en 2015 au moment de cette conférence (on ne pouvait mieux tomber) et une nouvelle sous-ministre entre en poste. Le RÉSEFAN comme fiduciaire des fonds de cette conférence reçoit du ministère une contribution pour la tenue de l'événement. Une première pour nous.

La boucle est bouclée pour ce cycle des relations RÉSEFAN-Ministère de la santé. Au cours de cette dizaine d'années, l'appui au SAFRAN puis au RÉSEFAN est plus venu du personnel professionnel des services que de la structure. Et évidemment le fait que le ministère de la Culture et du Patrimoine du Nunavut disposait d'un fonds et d'un programme pour des projets liés aux langues officielles, auquel nous pouvions s'adresser, a toujours justifié d'une certaine façon la retenue historique du ministère de la Santé à notre égard. Et nous avons obtenu cet appui de ce ministère longtemps appelé CLEY.

La gouvernance du RÉSEFAN et un leader inuit

Il y aurait encore plein de choses à raconter. Ça sera pour une autre fois. J'aurais aimé vous parler de la constitution de la première cohorte de membres du SAFRAN. D'un Robert Nevin de la Clinique de santé familiale qui vient me rencontrer pour discuter des enjeux de langue officielle dans son service et qui restera dix ans au CA. D'une Angèle Raymond, pharmacienne du Northmart qu'on pouvait brièvement consulter dans son bureau cagibi au supermarché, d'une Suzanne Guillemette de la commission scolaire, toujours ouverte aux collaborations, d'un travailleur social comme Yannick Girardin et d'un Jeff Barclay de l'HGQ.

Il était fort plaisant de proposer des projets ou d'être consulté pour des projets. Un exemple: la je rencontre Félix Louis à Montréal sur une terrasse alors qu'il prépare sa venue au Nord et le projet d'établissement de la Clinique de chiropractie d'Iqaluit. Je lui dit que son portrait se retrouvera sous peu sur une affiche de promotion des professionnels de la santé. On a tenu parole tous les deux: il a mis en place cette clinique et il est apparu sur notre affiche annuelle. Lui aussi viendra finalement siéger au conseil d'administration du réseau, tout comme ses remplaçants à la clinique.

Quand on aime jouer du piano, on est gâté d'être directeur de cet organisme. Un jour on rédige et fait adopter une régie interne pour la bonne gestion des octrois et du financement, et un code d'éthique pour la gestion des conflits d'intérêts et le maintien d'une approche d'ouverture et de collaboration à l'égard de tous les organismes de la communauté. Le lendemain on organise et anime l'activité hebdomadaire de badminton après avoir engagé des animatrices pour les samedis jeunesse et réglé une entente avec la garderie Les Petits Nanook. En prime on pouvait commanditer le théâtre Uiviit et travailler avec l'organisme de prévention du suicide Embrace Life Council. Au pic des programmes, une douzaine de personnes était à contrat avec le réseau.

On ne passait pas à côté des occasions de présenter des mémoires au GN que ce soit sur les langues officielles ou sur la Loi de santé publique, et de répondre à tous les sondages et de participer aux colloques du ministère de la Culture.

Lors d'un de ces colloques ou sommets je me retrouve volontairement seul spectateur francophone dans un atelier destiné aux délégués des communautés inuites et qui se déroule dans leurs langues dans une atmosphère fort détendue. John Amagoalik est panéliste et je l'entends prononcer le mot Québec à quelques reprises. L'interprète, qu'on m'avait gentiment affectée, me glisse à l'oreille : il dit que les Inuits devraient s'inspirer de l'exemple des Québécois et de leur loi 101 dans la défense et l'illustration de leurs propres langues.

Un tout petit moment à déguster qui valait son pesant d'or. J'aime les gens qui regardent autour d'eux et qui ont de la suite dans les idées.

Daniel Hubert
13 décembre 2019